

CHALLENGE, le 29/10/2018

## **Bruno Le Maire se lance à son tour dans la bataille du « made in France »**

**Bruno Le Maire a déclaré lundi 29 octobre vouloir engager "la bataille de la fabrication en France" après la publication d'un rapport montrant que les entreprises hexagonales investissent beaucoup dans les actifs immatériels (logiciels, recherche-développement), mais peu dans la modernisation de leur appareil de production**

"Nous ne voulons pas simplement une industrie qui pense, nous voulons une industrie qui produit", a déclaré lundi le ministre de l'Economie et des Finances.

### **Pas assez d'investissements dans les machines et équipements**

"Les derniers rapports sont sans appel : en termes d'innovation, en termes de recherche, notamment grâce au crédit d'impôt recherche, nous sommes en train de gagner la bataille (...) mais il y a une autre bataille à gagner et nous sommes déterminés à la gagner, c'est la bataille de la fabrication en France", a-t-il dit. "Nous voulons une industrie qui fabrique en France, qui produit en France", a-t-il ajouté comme en écho à la campagne lancée par Arnaud Montebourg, un de ses prédécesseurs socialistes, lors de son passage à Bercy.

Une étude publiée vendredi 26 octobre par la Fabrique de l'Industrie en collaboration avec France Stratégie montre que l'investissement des entreprises françaises est au premier rang européen pour ce qui est des logiciels, des bases de données ou la R&D. Mais il est en revanche distancé pour les machines et équipements, seule la Grande-Bretagne, l'unique pays où la désindustrialisation est plus prononcée qu'en France, faisant moins bien.

### **Jouer avec la fiscalité**

"Nous voulons que l'industrie crée des emplois, qu'elle franchisse le cap des nouvelles technologies mais qu'elle soit capable aussi de maintenir aussi ses processus de production en France", a dit Bruno Le Maire, qui s'exprimait à l'occasion de la signature d'un accord de structuration d'une filière "industriels de la mer". Le ministre a rappelé sur ce point sa volonté de s'attaquer à la fiscalité qui pèse sur la production des entreprises au cours du quinquennat.

Il a indiqué avoir demandé à la Direction générale des entreprises, à Bercy, de lui faire des propositions "pour que nous puissions conserver en France ou rapatrier en France les processus de fabrication industrielle."

Si le gouvernement a apporté une première réponse avec l'instauration, pour deux ans, d'un suramortissement des investissements technologiques des PME, "cette réponse ne suffira pas", a-t-il encore dit.